

Revue de presse - 4 au 11 octobre 2011 -

Dans l'actualité des dernières journées (entre autres), les déclarations de Legault (prononcer Lego) sur la consommation de drogue et l'abolition des cégeps. À lire: la lettre de réponse de Jean-François Lisée.

11 octobre 2011

60,2% des étudiants contre

David Rémillard, Impact Campus

Si le référendum de la CADEUL concernant la hausse des frais de scolarité de 1625\$ annoncée par le gouvernement Charest avait lieu aujourd'hui, les étudiants de l'Université Laval se positionneraient à 60,2% contre.

C'est ce que révèle un sondage maison réalisé par Impact Campus auprès de la population universitaire. Au total, 398 étudiants ont été sondés aux pavillons Ferdinand-Vandry, Palassis-Prince, Charles-De Koninck, Paul-Comtois, Adrien-Pouliot et Alexandre-Vachon.

Ce 60,3% est d'autant plus fort puisque les étudiants pour la hausse ne représentent que 27,3% des sondés.

Beaucoup d'incertitude

Les comités de lobbying en faveur ou contre la hausse des frais de scolarité ont encore la possibilité d'aller chercher une bonne part d'étudiants. En effet, 12,5% des étudiants sondés ont décidé de s'abstenir sur la question, certains ayant mentionné au passage que leur opinion n'était pas encore faite.

Par ailleurs, le comité du Oui n'a toujours pas été formé auprès de la CADEUL malgré qu'il y ait un mouvement en faveur d'une augmentation des frais de scolarité sur le campus. De l'argent est en effet disponible auprès de la CADEUL pour quiconque remplira en bonne et due forme le formulaire d'accréditation pour former le comité du Oui.

Manque d'information

Le sondage révèle également que la majorité des étudiants ne se sentent pas suffisamment informés sur la question des frais de scolarité. En effet, ce sont 51.5% des étudiants qui croient qu'un meilleur travail pourrait être fait de ce côté. À la distribution du sondage notamment, plusieurs étudiants ont demandé des explications sur la campagne référendaire, tout comme sur la hausse des frais elle-même, qui pourtant est incluse dans les deux derniers budgets provinciaux.

Interrogé sur le manque d'information, le président de la CADEUL Sébastien Harvey s'est montré lucide. « Nous sommes conscients que ce ne sont pas encore tous les étudiants qui sont informés à l'égard du référendum. C'est pourquoi nous mettons tous les efforts nécessaires », a-t-il expliqué.

11 octobre 2011

Je vous en prie M. le recteur

@DavidRemillard sur Twitter

Élise Magnin, lettre dans Impact Campus

Ce dimanche on pouvait lire dans le Journal de Québec que le recteur Denis Brière et le Conseil d'administration de l'Université Laval ont commandé une nouvelle étude indépendante afin de comparer les salaires du rectorat lavallois à ceux d'établissements d'enseignement équivalents. L'objectif ? Un rattrapage salarial, encore.

Les réactions ne se sont pas fait attendre. Elles sont vives et c'est normal. Pendant que le recteur et l'administration scandent le sous-financement universitaire, on nous arrive avec une deuxième tentative de rattrapage salarial en trois ans. En 2009, le CA de l'université avait demandé une étude semblable et le recteur avait obtenu une augmentation substantielle de 100 000\$ grâce aux données recueillies. Il s'était alors justifié en affirmant qu'un rattrapage était nécessaire avec la moyenne canadienne. Une fois ça va (et encore), mais deux fois ? Les étudiants et employés ne sont pas encore de complets idiots et sont à même de constater qu'il y a des abus.

Et pour cause, ça fait maintenant près de cinq ans que les autorités universitaires demandent la collaboration des étudiants, des syndicats et des employés. On nous

raconte qu'il faut se serrer la ceinture tous ensemble. Voilà un bel exemple de serrage de ceinture M. le recteur. 100 000\$ en un an ce n'était pas suffisant ?

Mauvais timing M. le recteur

Le moment est plutôt inopportun pour qu'une telle information coule du conseil d'administration. Pendant que les étudiants prennent position sur une hausse des frais de scolarité substantielle et que les syndicats négocient leurs conventions collectives, le recteur essaie de se remplir les poches grâce à une étude comparative. Heureusement qu'il y a encore des gens sensés au CA qui ont compris qu'une telle procédure est totalement aberrante et qu'elle mérite d'être dénoncée.

Les chargés de cours, les employés de soutien, les auxiliaires de recherche et d'enseignements, tous ont demandé un rattrapage salarial et pourtant l'Université Laval négocie au coude à coude avec eux sous prétexte qu'il faut faire des efforts pour contrer le sous-financement. Il reste encore quelques conventions collectives à signer, il est fort à parier maintenant que ce sera un peu plus difficile pour l'Université Laval de refuser les indexations salariales des différents syndicats.

Et à l'heure où la population demande de la transparence auprès des instances décisionnelles, le « gouvernement universitaire » joue ses cartes en cachette. Si la fuite n'avait pas eu lieu, le rattrapage salarial se serait fait sans avertissement. On en serait arrivé à des faits accomplis sans que personne n'ait eu son mot à dire. Un établissement d'enseignement ne devrait pas être le théâtre de telles procédés, certes légaux, mais qui contreviennent aux valeurs de la société actuelle.

Une université est sensée être porteuse d'espoir, de changement, de rectitude et de valeurs fortes. Elle ne devrait pas attiser le cynisme et la méfiance. Ce n'est pas en agissant de la sorte que le recteur de l'Université Laval montre l'exemple. Ce n'est pas en agissant de la sorte qu'il arrivera à avoir les étudiants derrière lui.

Le mandat du recteur Brière se termine en 2012 et il ne sait toujours pas s'il tentera de se présenter à nouveau. Or, il serait tout à fait recommandable qu'il se présente. Deux scénarios seraient alors envisagés. Soit son mandat n'est pas reconduit et le vote lui montre la porte, soit son mandat est reconduit et il aura alors quelques années pour redorer son image.

S'il ne se présente pas, on se souviendra du recteur comme un dirigeant parti en voleur et non pour ses réalisations... Ce serait dommage M. le recteur.

11 octobre 2011

Lettre ouverte

Chers étudiants lavalois

Association des étudiants en sciences et génie, lettre dans Impact Campus

Cette démarche menée par l'Association des étudiants en sciences et génie de l'Université Laval (AESGUL) ne vise aucunement la tenue du référendum que tient actuellement la CADEUL et n'est pas une prise de position dans ce débat. Notre objectif est d'exprimer notre malaise sur le fait que le résultat de ce référendum deviendra une position officielle au sujet des frais de scolarité comme il a été décidé à la dernière assemblée générale de la CADEUL.

Nous croyons que le résultat de ce référendum donnera une position forte à la CADEUL vis-à-vis à la hausse des droits de scolarité de 325\$ annuellement. Cependant, notre réflexion nous porte à croire que la position de la CADEUL face aux frais de scolarité en sera affaiblie par le report d'un débat approfondi sur cette question et par le peu d'alternatives présentement offertes sur ce sujet.

L'unique choix présentement offert par la CADEUL est d'être en accord ou non avec cette hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement du Québec. Plusieurs choix sont présentement écartés du débat tels : la gratuité, le gel, le dégel avec modulation, le dégel avec indexation et biens d'autres.

Bien sûr, plusieurs affirmeront que la CADEUL offre une solution de remplacement, soit le fond des services de santé et d'éducation postsecondaire (FSSEP). Cette idée n'apporte malheureusement pas une alternative dans le débat sur les droits de scolarité puisqu'elle est une alternative au financement des institutions postsecondaires en obligeant des entreprises à verser de l'argent dans le système d'éducation québécois qui n'est pas le but de notre réflexion.

Nous convenons qu'une position renouvelée sur les frais de scolarité est nécessaire en ce temps de mobilisation étudiante, mais précipiter notre décision en éludant le débat affaiblira la position de la CADEUL face au gouvernement et aux autres associations étudiantes. Donc, repousser le débat n'est pas souhaitable.

En conclusion, nous incitons tous les étudiants membres de la CADEUL à exprimer leur opinion sur la question référendaire ainsi qu'à participer massivement au vote. Mais nous demandons à la CADEUL de mettre en branle en parallèle ou à très court terme un vrai débat sur les frais de scolarité afin que sa position en soit plus forte. Rappelez-vous que la ligne droite est toujours le chemin le plus court, mais elle n'est pas toujours le meilleur chemin.

L'Association des étudiants en sciences et génie de l'Université Laval

8 octobre 2011

Drogue au cégep: une étude contredit Legault

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) N'en déplaise à François Legault, la grande majorité des cégépiens sont assez sages : ils ne consomment pas ou peu de drogue et en prennent moins que la moyenne des 15 à 24 ans.

Selon les plus récentes données (2010) d'une étude menée dans 27 cégeps d'un peu partout au Québec, 80,3 % des cégépiens ne consomment jamais de drogues, 17,4 % à l'occasion et 2,3 % «régulièrement» ou «souvent».

Selon les indicateurs choisis, la proportion de consommateurs de drogues (et d'alcool) chez les étudiants de cégep est de 2 % à 16 % moins élevée que chez les jeunes de 15 à 24 ans.

Contrairement à la déclaration de M. Legault, le cégep n'est pas un endroit pour apprendre à fumer de la drogue, estime Jacques Roy, qui a mené l'étude dans le cadre du Programme d'aide à la recherche sur l'enseignement et l'apprentissage (PAREA), du ministère de l'Éducation. «C'est habituellement avant d'entrer au cégep qu'on l'apprend,

dit M. Roy. Habituellement, les plus gros consommateurs ne se rendent pas au cégep. Ceux qui rentrent au cégep, c'est ceux qui performant le mieux sur le plan scolaire.»

La semaine dernière, lors d'une tournée pour la Coalition pour l'avenir du Québec, à Longueuil, François Legault a affirmé qu'il aimerait abolir les cégeps si on pouvait rebâtir le système d'éducation québécois. Le Journal de Québec a rapporté mercredi matin que Legault a notamment justifié sa position en affirmant que, «comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher».

Le lendemain, M. Legault a précisé à plusieurs médias, dont Le Soleil, qu'il n'avait pas l'intention d'abolir les cégeps s'il formait un parti qui était élu. La structure serait trop difficile à démanteler et il y a bien d'autres problèmes en éducation auxquels il souhaite s'attaquer en priorité, nous a-t-il expliqué

L'ancien ministre péquiste de l'Éducation a néanmoins affirmé que la consommation de drogue constituait un problème très important au cégep, au secondaire et même au primaire. Selon lui, il s'agit d'une cause appréciable du décrochage scolaire. Dans une lettre publiée aujourd'hui dans la section Opinion en page 45, Jacques Roy écrit que ni les travaux qu'il a menés avec son équipe ni les autres travaux consultés sur le sujet ne révèlent que la drogue est une cause significative de décrochage en milieu collégial.

François Legault «tombe dans des idées faciles, déplore M. Roy. Les gens peuvent dire : "Ça a du bon sens, après tout, c'est un ex- ministre de l'Éducation, il devrait savoir ce qu'il dit"».

7 octobre 2011

Chili: syndicats et étudiants appellent à la grève

Frederico Quilodran, The Associated Press

SANTIAGO, Chili - Les dirigeants syndicalistes et étudiants chiliens ont appelé vendredi à la grève générale pour le 19 octobre en réaction à la répression policière des

manifestations contre une réforme de l'éducation jugée beaucoup trop limitée. Plus de 250 personnes ont été arrêtées et une trentaine blessées.

Arturo Martinez, à la tête de la coalition syndicale CUT, a annoncé la date de la grève générale avec à ses côtés la militante étudiante Camila Vallejo, qui a accusé le gouvernement de laisser la police violer le droit constitutionnel des étudiants à manifester pacifiquement. «Nous poursuivrons ce mouvement aussi longtemps que nécessaire», a-t-elle prévenu.

Le porte-parole du gouvernement a répondu que toute violence serait fermement réprimée. «Notre main ne tremblera pas et nous ne ferons montre d'aucune faiblesse pour tenter de maintenir l'ordre public», a prévenu Andres Chadwick, ajoutant: «ils ne nous affaibliront pas en attaquant la police et en posant en victimes».

Le gouvernement avait refusé d'autoriser la manifestation de jeudi organisée par les étudiants à la suite de l'échec la veille de négociations pour une université gratuite, mieux financée et de meilleure qualité.

Des policiers mobilisés en nombre, certains à cheval, ont employé des canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser les quelque 10 000 étudiants qui avaient répondu à l'appel à la manifestation, les poursuivant jusque sur les campus, selon Camila Vallejo.

Le bilan a été de 168 arrestations à Santiago, la capitale, et plus d'une centaine d'autres dans le pays. La police a fait état de 25 officiers et cinq civils blessés. Au moins cinq journalistes qui travaillaient ont été arrêtés.

«Si la police a réagi avec excès, nous contrôlerons cela, mais nous respecterons la police, nous soutiendrons la police parce que c'est la seule façon pour nous de faire appliquer la loi», a affirmé le porte-parole du gouvernement.

Le président Sebastian Pinera et le ministre de l'Éducation Felipe Bulnes ont rejeté les principales revendications des étudiants, qui demandaient que l'État ponctionne les riches et les entreprises pour financer le système éducatif, aujourd'hui largement privé.

M. Bulnes a déclaré vendredi que le gouvernement en resterait au plan de réforme en 21 points soumis par le président au Congrès et ne préparait pas de nouvelles propositions pour ramener les étudiants à la table des négociations.

6 octobre 2011

Des étudiants manifestent devant le bureau de la ministre

Émilie Bilodeau, La Presse

Plus d'une centaine d'étudiants ont manifesté devant le bureau de circonscription de la ministre de l'Éducation cet après-midi, dans le quartier Montréal-Nord. Pourtant, Line Beauchamp, elle, était à l'Assemblée nationale, à Québec.

«On espère qu'elle va en entendre parler quand même», raconte Éliane Laberge, porte-parole de la Coalition régionale des étudiants et étudiantes de Montréal. «Peu importe, elle n'est pas capable de défendre sa propre hausse. Même si elle avait été là, elle n'aurait sûrement pas osé se pointer à la fenêtre de son bureau», ajoute-t-elle.

Dans son dernier budget, le gouvernement Charest a prévu une hausse des droits de scolarité pour les cinq prochaines années. Dès l'automne 2012, les étudiants devront déboursier 325\$ de plus par année, soit 1625\$ sur cinq ans.

«D'ici 2017, il va y avoir entre 3000 et 7000 étudiants de moins sur les bancs d'école», déplore Mme Laberge.

Des étudiants des cégeps de Rosemont, d'Achunsiac, et de l'Université Concordia, de l'UQAM et de l'Université de Montréal s'étaient donnés rendez-vous munis de leurs trompettes et de leurs slogans cinglants. «On veut étudier. On ne veut pas s'endetter», ont-ils crié pendant une partie de l'après-midi.

Derek Deblois, un étudiant en sciences humaines au Cégep de Rosemont, a participé au rassemblement. Il craint que la hausse des droits de scolarité l'empêche de poursuivre ses études. «Je touche déjà à des prêts et bourses et avec la hausse, je ne sais pas si je vais être capable de continuer à payer», a-t-il dit.

La Coalition régionale des étudiants et étudiantes de Montréal espère se faire entendre au congrès du Parti libéral du Québec, dans une quinzaine de jours. Elle prépare également une grande manifestation qui aura lieu le 10 novembre à Montréal.

6 octobre 2011

Cégeps: François Legault perpétue un préjugé

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) En déclarant que les cégeps sont «une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue», François Legault perpétue un préjugé qui n'a rien à voir avec la réalité, estime le directeur général du Cégep Limoilou, Louis Grou.

Selon M. Grou, la consommation de drogue est loin d'être un fléau dans les collèges de Québec et de Lévis, qui ont mis en place des règlements très sévères à cet égard. Le problème, soutient-il, est lié à une tranche d'âge et non à un niveau scolaire particulier.

Cette idée que les jeunes vont «apprendre à consommer de la drogue au cégep», a dit au Soleil Louis Grou, en se prononçant aussi au nom du Regroupement des cégeps de Québec métropolitain, «ça tient carrément du préjugé».

La semaine dernière, lors d'une tournée pour la Coalition pour l'avenir du Québec, à Longueuil, François Legault a affirmé qu'il aimerait abolir les cégeps si on pouvait rebâtir le système d'éducation québécois.

Le Journal de Québec a rapporté hier matin que Legault a notamment justifié sa position en affirmant que, «comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher».

Joint hier au téléphone, M. Legault a nuancé sa déclaration sur la drogue. Au secondaire ou au cégep, «le problème est aussi grave aux deux endroits», a-t-il dit, précisant que l'abolition des cégeps n'y changerait rien.

«Il doit y avoir un meilleur encadrement, il faut beaucoup plus de suivis et être beaucoup plus vigilant avec les policiers dans nos écoles secondaires et dans nos cégeps», a-t-il ajouté.

Campagne de prévention

Le directeur du Cégep Limoilou souligne que la consommation de drogue commence souvent bien avant le cégep et que les campagnes de prévention visent d'abord le secondaire et le primaire, ce que confirme Catherine Viel, porte-parole de la police de Québec.

«S'il y a des habitudes de consommation qui se développent, dit Louis Grou, elles se développent [lorsque les étudiants sont] plus jeunes. C'est rare que les jeunes qui ont des problèmes de consommation franchissent le seuil du secondaire cinq et poursuivent des études collégiales.»

Depuis au moins une dizaine d'années, souligne le directeur du Cégep Limoilou, les collèges de Québec et de Lévis ont adopté une politique de «tolérance zéro» envers la consommation de drogue.

Les étudiants qui se font intercepter avec un joint de marijuana, des comprimés de méthamphétamine ou quelque autre drogue peuvent être suspendus pour une semaine et être expulsés s'ils recommencent. «Les policiers sont mis dans le coup si jamais il y avait une question de trafic ou de récidive», précise M. Grou.

Louis Grou rappelle que les cégeps offrent aussi de l'aide aux jeunes qui ont des problèmes de consommation de drogue, notamment par l'entremise des psychologues, des techniciens en travail social et des «passerelles» créées avec les centres de santé et de services sociaux.

La déclaration de François Legault sur la drogue dans les cégeps est «regrettable», selon M. Grou, puisqu'elle vient dénigrer le travail des collèges pour encourager les jeunes à faire des études postsecondaires.

«Ce n'est pas en ayant des préjugés comme ceux-là qu'on incite les jeunes à fréquenter [le cégep] ou qu'on incite des parents à dire à leurs jeunes : il faudrait que tu fasses des étu-des collégiales.»

Selon le dernier sondage CROP-La Presse-Le Soleil, bien qu'il n'ait pas encore de parti, François Legault peut rêver de former un gouvernement majoritaire. L'ancien ministre péquiste de l'Éducation affirme toutefois que s'il forme un parti et est élu, l'abolition des cégeps ne sera pas dans ses priorités.

6 octobre 2011

La tentation du populisme

David Michel, Le Devoir

À la fin de 2007, Mario Dumont, qui continuait à surfer sur la vague des accommodements raisonnables, s'en était pris aux centres de la petite enfance, qu'il accusait d'acculturer nos enfants. Imaginez, on ne pouvait même plus y parler de Noël ! François Legault, qui faisait encore partie des ténors du PQ, se désolait avec raison de le voir « s'enfoncer dans le populisme ». Selon lui, cela expliquait en bonne partie pourquoi l'ADQ dégringolait dans les sondages.

Que faut-il donc penser des propos qu'il a tenus récemment à Longueuil ? À l'en croire, les parents ont raison de penser que les cégeps sont « une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher ». Si ce n'est pas du populisme, c'est quoi ?

« C'est un peu une caricature », a nuancé M. Legault dans une entrevue accordée au Journal de Montréal, s'empressant toutefois d'ajouter qu'il y avait « un fond de vérité » dans ce qu'il avait dit.

Rassuré d'apprendre que le démantèlement du réseau collégial ne serait pas une priorité immédiate pour un gouvernement Legault, le président de la Fédération des cégeps, Jean Beauchesne, a préféré conclure à une improvisation malheureuse, dans la mesure où le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) a simplement répondu à la question d'un étudiant qui l'interrogeait sur la « pertinence » des cégeps.

C'est faire preuve d'une bien grande indulgence. Il est vrai que M. Legault manifeste parfois une candeur qui peut être rafraîchissante, mais il a trop d'expérience pour « échapper » par inadvertance une déclaration comme celle-là.

Aux yeux de certains électeurs susceptibles d'être séduits par un nouveau parti de droite, la drogue symbolise peut-être tous les maux de notre temps, mais il est navrant de voir M. Legault céder à la tentation de cultiver les préjugés en ciblant ainsi les cégeps. Et s'il pense réellement ce qu'il a dit, c'est encore plus inquiétant.

Ce n'est évidemment pas la première fois que le maintien d'un réseau collégial distinct soulève des interrogations. Au début des années 1990, même le PLQ avait jonglé avec l'idée de le faire disparaître en ajoutant une année au secondaire et une autre au premier cycle universitaire, comme cela se fait ailleurs.

En 2003, une étude que la Fédération des commissions scolaires du Québec avait commandée au fiscaliste Denis Bédard en était même arrivée à la conclusion que cette restructuration ferait épargner 1,3 milliard à l'État.

L'année suivante, le Forum sur l'avenir de l'enseignement collégial, organisé par le gouvernement Charest, avait cependant été unanime à recommander le maintien du système mis sur pied dans les années 1960.

Il n'est certainement pas mauvais de remettre certaines choses en question, même celles qui paraissent immuables, mais l'analyse qui a amené M. Legault à conclure qu'il y a « un problème avec nos cégeps » n'est pas très convaincante. Brasser les structures ne devrait pas être une fin en soi.

Le taux de diplomation au niveau préuniversitaire se compare avantageusement à ce qu'on retrouve dans le reste du pays. D'ailleurs, s'il veut sérieusement s'attaquer au décrochage scolaire et à la consommation de drogue chez les jeunes, l'accent devrait plutôt être mis sur le niveau secondaire.

Lors de son passage en Gaspésie, à la mi-septembre, certains avaient reproché à M. Legault son insensibilité à la situation difficile que vivent les régions, parce qu'il rejetait l'idée de protéger les circonscriptions menacées de disparition par le redécoupage de la carte électorale.

Sa position sur les cégeps semble traduire la même incompréhension du rôle socio-économique qu'ils jouent en région, où on ne retrouve pas les mêmes réseaux institutionnels que dans les grands centres. Au départ, il aurait peut-être été plus économique d'éviter la création d'une nouvelle structure, mais tout ne se mesure pas en termes comptables.

Pour M. Legault, cet incident devrait avoir valeur d'avertissement. Jusqu'à présent, il a eu la partie relativement facile. Sous prétexte qu'une simple coalition ne peut pas avoir un programme aussi complet qu'un parti politique, il a pu choisir à sa guise les sujets dont il voulait traiter tout en évitant les plus embarrassants.

À partir du moment où il devient éminemment « premier ministrable », chacune de ses déclarations sera scrutée à la loupe. Mario Dumont avait fait la même expérience en 2003. Tant que l'ADQ était un tiers parti relativement marginal, on s'était contenté de sourire de l'originalité de certaines de ses propositions. Les problèmes ont commencé quand elle s'est mise à grimper dans les sondages.

Comme celles de l'ADQ, les solutions proposées par la CAQ peuvent sembler s'inspirer du gros bon sens, mais il n'y a parfois qu'un pas de la simplicité au simplisme. La question nationale ? Bah, il suffit de l'ignorer !

5 octobre 2011

Les Cégeps et le vice

Blogue de l'Actualité de Jean-François Lisée

Je me souviendrai toujours que le politicien utilisait le mot "fornication" pour décrire ce qui se passait dans les Cégeps, jusque, précisait-il en articulant bien chaque syllabe, dans les salles de classe.

Il s'appelait Camil Samson, était créditiste, et moi j'étais en secondaire IV. Dois-je préciser que tous mes amis étudiants et moi brûlions d'impatience d'accéder à ce nirvana de l'activité sexuelle.

Malheureusement, comme c'est parfois le cas avec les hommes politiques, les promesses de fornication sur les heures de classe étaient grandement exagérées. Je n'en suis pas certain, mais je crois que la chute de crédibilité du mouvement créditiste a beaucoup à voir avec la déception ainsi induite chez plusieurs cohortes de futurs électeurs.

Vous voyez bien où je veux en venir. François Legault est-il le Camil Samson des années 2010 ? La réponse est non. Samson voyait du sexe là où il n'y en avait pas.

Legault voit de la drogue et du décrochage là où il n'y en a pas... plus qu'ailleurs !

On apprend à fumer du pot au secondaire et on décroche au secondaire, comme on fume et décroche au Cégep, puis fume et décroche à l'université.

Bref, s'il fallait abolir tous les endroits où on fume et décroche dans le système scolaire québécois (et nord-américain), on ne se rendrait guère plus loin qu'en sixième année.

De toute évidence, François Legault a démontré une fois de plus que, lorsqu'il n'est pas scripté, il s'aventure en terrain dangereux. Même s'il a nuancé son propos (il n'abolirait que le Cégep général, pas le professionnel, et en fait il n'abolirait rien car ce n'est pas une priorité, il disait ça comme ça) sa remarque lui vaudra bien des reproches, surtout en régions où les Cégeps sont considérés comme des pièces vitales du tissu social et économique.

Il n'est malheureusement pas certain que cette nouvelle improvisation à-la-Legault lui soit si dommageable. La proportion de Québécois qui sont passés par le Cégep est très minoritaire .

Pour prendre le pouvoir, le futur parti de Legault n'a pas besoin de 100% du vote. Environ 35% suffira amplement. Et je serais surpris d'apprendre qu'il n'y a pas 35% des Québécois qui partagent son avis. Y compris parmi ceux qui sont passés par le Cégep général et y ont, dans la plupart des cas, fumé du pot.

Ils y seraient sans doute davantage attachés s'ils y avaient trouvé ce que Camil Samson leur avait annoncé.

5 octobre 2011

La Fédération des cégeps rabroue François Legault

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) François Legault fait fausse route en souhaitant l'abolition des cégeps, une transition nécessaire du secondaire à l'université, estime le président de la Fédération des cégeps, Jean Beaudesne.

M. Beaudesne croit que le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec ramène un débat qui devrait être clos.

«Le réseau collégial a fait l'objet d'états généraux, de remises en question, dit-il. On a remis sa pertinence sur la table de travail depuis 1993 à maintes reprises et, chaque fois, la société québécoise a maintenu la nécessité du réseau collégial.»

Le président de la Fédération des cégeps souligne que les étudiants tiennent beaucoup aux cégeps, qui constituent pour eux une transition essentielle entre le secondaire et l'université.

«Quand on fait des focus groups avec les jeunes pour mieux se coller à leurs besoins, c'est toujours la même chose qui revient: pour eux, le réseau collégial est pertinent», dit M. Beaudesne.

La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) a aussi réagi aux propos de Legault rapportés par le Journal de Québec. Son président, Jean Trudelle, commente dans un communiqué que «c'est du n'importe quoi».

«Les idées qu'avance François Legault en éducation sont non seulement décevantes, elles sont carrément dangereuses. Parfois, ça sent l'improvisation pure et simple, parfois c'est du copié-collé d'essais réalisés ailleurs et qui, au mieux, se sont avérés inefficaces», poursuit-il.

Chiffres à l'appui, Jean Trudelle soutient que l'enseignement supérieur au Québec fait 9 % de mieux qu'ailleurs au Canada grâce aux cégeps.

Tournée de la CAQ

Lors d'une tournée pour la Coalition pour l'avenir du Québec, la semaine dernière à Longueuil, François Legault a répondu à un étudiant qu'il vaudrait mieux rayer les collèges de la province.

« Si on avait à rebâtir le système d'éducation, je pense qu'on ne devrait pas avoir de cégeps, a-t-il dit devant 300 personnes. On devrait avoir une sixième année au secondaire puis une quatrième année au bac à l'université », a-t-il répondu à un étudiant universitaire qui l'a interrogé sur la « pertinence des cégeps ».

L'extrait a été diffusé par la radio 103,3 FM, à Longueuil, et a été repris ce matin dans le Journal de Québec.

L'ancien ministre péquiste a ajouté que les cégeps constituaient un bon endroit pour inhaler des substances interdites et lâcher l'école.

« Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas éventuellement exclure (l'abolition des cégeps) parce que, comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher », a-t-il dit.

François Legault estimait néanmoins qu'il serait très difficile de démanteler les 48 cégeps de la province et affirmait ne pas vouloir s'y attaquer. « Il faut faire des choix », a-t-il dit.

5 octobre 2011

Legault abolirait les cégeps

Jean-Luc Lavallée

S'il n'en tenait qu'à lui, le cofondateur de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault, ne se contenterait pas d'abolir les commissions scolaires. Il mettrait aussi la hache dans les cégeps.

Dans le monde idéal de François Legault, les cégeps, dans leur forme actuelle, n'existeraient tout simplement pas.

« Si on avait à rebâtir le système d'éducation, je pense qu'on ne devrait pas avoir de cégeps. On devrait avoir une sixième année au secondaire puis une quatrième année

au bac à l'Université », a-t-il répondu à un étudiant universitaire qui l'a questionné sur la « pertinence des cégeps ».

La déclaration, qui est passée sous le radar la semaine dernière, a été faite devant 300 personnes dans le cadre de la tournée de la CAQ, qui faisait un arrêt à Longueuil. La station de radio 103,3 FM a été l'une des rares à diffuser l'extrait qui a piqué au vif la Fédération des cégeps (voir autre texte). M. Legault a notamment évoqué un « problème avec nos cégeps » et un problème « avec le taux de diplomation ».

Belle place pour « fumer de la drogue »

« Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas éventuellement exclure (l'abolition des cégeps) parce que, comme le disent parfois certains parents, c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher », avait-il ajouté sur le ton de la boutade. L'ex-ministre de l'Éducation avait cependant émis de nombreux bémols quant à la faisabilité d'un tel chantier, rappelant qu'il y a 48 cégeps et qu'il ne peut s'attaquer à tout. « Il faut faire des choix », avait-il dit.

Pas à court terme

Appelé à s'expliquer, François Legault a clarifié sa position en entrevue au Journal. Il a annoncé qu'il n'a pas l'intention de s'attaquer à la structure des cégeps. Pour le moment du moins.

« Je parlais plus du long terme. Mais dans un avenir prévisible, moi, je n'ai pas l'intention de toucher à ça si je reviens en politique. Il y a des priorités beaucoup plus importantes comme l'évaluation des enseignants au primaire et au secondaire. »

Conscient que son message ait pu être mal interprété, M. Legault a également précisé qu'il ne visait pas la formation collégiale technique (trois ans). « C'était le secteur général; tous ceux qui s'en vont à l'université font deux années de pré-universitaire dans les cégeps. C'est cette partie-là, si c'était à refaire, qu'on n'aurait pas dû mettre dans les cégeps. »

« Et la phrase que j'ai dite (sur la drogue) c'est un peu une caricature... Je voulais souligner aussi, parce qu'il y a un fond de vérité, qu'il y a un problème de drogue très important actuellement dans nos cégeps et j'ajouterais même dans nos écoles secondaires, et c'est une des causes importantes, à mon avis, du décrochage. »

4 octobre 2011

Référendum sur les frais de scolarité

Les Bleus contre les Rouges

David Rémillard, Impact Campus

La campagne référendaire de la CADEUL concernant la hausse des frais de scolarité est lancée depuis vendredi et déjà les mouvements pour et contre se manifestent sur le campus.

Jusqu'ici discrets, les étudiants en faveur de la hausse des frais de scolarité de 1625\$ prévue à compter de l'automne 2012 se sont manifestés la semaine dernière. C'est notamment grâce à l'Association Conservatrice de l'Université Laval (ACDUL) que ces derniers ont désormais la possibilité d'afficher leurs couleurs.

L'ACDUL a en effet décidé de mettre en place le « Mouvement en faveur de la hausse des frais de scolarité ». Le Mouvement est ouvert aux étudiants de tous les programmes et de tous les cycles se positionnant pour la hausse incluse dans le dernier budget du ministre des Finances Raymond Bachand en mars 2010.

Le bleu contre-attaque

La première action du mouvement est de distribuer des carrés bleus en réponse aux traditionnels carrés rouges distribués, notamment par l'Association des étudiants en sciences sociales, aux étudiants contre la hausse des frais de scolarité. « Nous espérons ainsi montrer que la population étudiante n'est pas homogène sur ce sujet et qu'une forte voix s'élève à l'Université Laval pour un Québec financièrement responsable », a expliqué Rémi Richard, président de l'ACDUL.

Une première distribution de l'ACDUL s'est faite en début de semaine dernière et a connu un véritable succès. « En trente minute, nous avons distribués tous nos carrés bleus, soit environ une centaine », a fait savoir Rémi Richard. « En collaboration avec tout étudiant désireux de s'impliquer, nous continuerons la distribution des carrés bleus au cours des prochaines semaines », a-t-il ajouté.

Bon pour le débat selon les « contres »

Bien qu'il soit désormais assuré d'avoir une opposition pendant de la campagne référendaire de la CADEUL, le porte-parole du Comité de mobilisation contre la hausse des frais de scolarité, Merlin Trottier-Picard, estime que l'arrivée des carrés bleus « est positive pour le débat démocratique ».

M. Trottier-Picard juge cependant dommage que ce soit l'ACDUL qui ait pris l'initiative de mettre en place le mouvement. Il estime en effet que « plusieurs membres de l'ACDUL sont aux cycles supérieurs alors que le référendum de la CADEUL s'adresse aux étudiants de premier cycle ». Il croit également que ce n'est pas légitime pour une association étudiante militant pour un parti politique fédéral de faire du lobby sur un thème appartenant à la politique provinciale, soit l'éducation.